



PREFET DU BAS-RHIN

Préfecture
Cabinet
Direction des sécurités

**Arrêté portant interdiction de stationnement et de circulation sur la voie publique
et d'accès au stade de la Meinau à l'occasion du match de football de championnat de Ligue 1
opposant le Racing Club de Strasbourg Alsace au Football Club des Girondins de Bordeaux
le samedi 26 janvier 2019 à Strasbourg**

**LE PREFET DE LA REGION GRAND EST,
PREFET DE LA ZONE DE DEFENSE ET DE SECURITE EST,
PREFET DU BAS-RHIN**

- Vu** le code pénal ;
- Vu** le code des relations entre le public et l'administration ;
- Vu** le code général des collectivités territoriales et notamment son article L.2542-10 ;
- Vu** le code du sport, en particulier les articles L.332-1 à L.332-18 relatifs aux manifestations sportives, ainsi que les articles R.332-1 à R.332-9 relatifs à l'interdiction de pénétrer ou de se rendre aux abords d'une enceinte où se déroule une manifestation sportive ;
- Vu** le code de la sécurité intérieure, et notamment ses articles L.211-1 et suivants ;
- Vu** la loi du 2 mars 2010 renforçant la lutte contre les violences de groupes et la protection des personnes chargées d'une mission de service public ;
- Vu** le décret n°2004-374 du 29 avril 2004 relatif aux pouvoirs des préfets, à l'organisation et à l'action des services de l'Etat dans les régions et départements ;
- Vu** le décret du 22 juin 2017 portant nomination de M. Jean-Luc MARX, Préfet de la région Grand Est, Préfet de la zone de défense et de sécurité Est, Préfet du Bas-Rhin ;
- Vu** l'arrêté du 28 août 2007 portant création d'un traitement automatisé de données à caractère personnel relatif aux personnes interdites de stade ;
- Vu** l'arrêté préfectoral du 17 décembre 2018 portant délégation de signature à M. Dominique SCHUFFENECKER, Directeur de Cabinet du Préfet du Bas-Rhin ;

Considérant qu'en vertu de l'article L.332-16-2 du code du sport, il appartient au préfet, pour prévenir les troubles graves à l'ordre public et assurer la sécurité des personnes et des biens à l'occasion des manifestations sportives, de restreindre la liberté d'aller et de venir des personnes se prévalant de la qualité de supporters ou se comportant comme tels, dont la présence est susceptible d'occasionner des troubles graves pour l'ordre public ;

Considérant que l'équipe du Football Club des Girondins de Bordeaux rencontre celle du Racing Club de Strasbourg Alsace au stade de la Meinau, à Strasbourg, le samedi 26 janvier 2019 (coup d'envoi à 20h00) dans le cadre du championnat de France de football de Ligue 1 ;

Considérant que le stade de la Meinau à Strasbourg peut accueillir jusqu'à 27 000 personnes et que la rencontre rassemblera environ 25 400 spectateurs ;

Considérant que le 3 février 2018, à Strasbourg, alors que le secteur réservé aux visiteurs du stade de la Meinau avait été fermé suite à une décision de la ligue de football professionnel du 18 janvier en raison d'utilisation

massive d'engins pyrotechniques lors des matches précédents de l'équipe bordelaise, et qu'un arrêté préfectoral avait été pris interdisant l'accès au stade de la Meinau à toute personne se prévalant de la qualité de supporter des Girondins de Bordeaux, plusieurs dizaines de supporters bordelais avait pu pénétrer dans l'enceinte, provoquant par leur présence une rixe avec des supporters indépendants locaux ;

Considérant qu'il existe des risques importants de tensions, de violences sur les personnes et de dégradations sur des vitrines, des commerces ou des équipements ou bâtiments publics et privés ;

Considérant que la Fédération des Supporters du Racing Club de Strasbourg (FSRCS) envisage, pour célébrer les 100 ans de changement de dénomination du club, d'organiser un cortège le samedi 26 janvier au départ de la rue du Maréchal Lefèvre jusqu'au stade de la Meinau, que ce cortège rassemblera, selon les prévisions de l'organisateur, environ 600 supporters issus de toutes les associations de supporters strasbourgeois ;

Considérant que le match a été classé au niveau 1 par la Division Nationale de Lutte contre le Hooliganisme, du fait, notamment, du contentieux existant entre certains supporters strasbourgeois et bordelais (en particulier suite aux événements du 3 février 2018 cités plus haut) ;

Considérant dès lors qu'il convient de prévenir toute rencontre fortuite entre les supporters des deux équipes, et notamment en centre-ville et aux abords du stade, laquelle pourrait donner lieu à des tensions ou à des rixes ;

Considérant par ailleurs les manifestations sur la voie publique, revendicatives ou violentes, déclarées ou non déclarées, qui se tiendront le samedi 26 janvier, et notamment celle des « gilets jaunes », nécessitant un service d'ordre conséquent au regard des troubles à l'ordre public causés les semaines précédentes ;

Considérant les moyens alloués en effectifs de forces de sécurité et que l'ensemble des forces de sécurité ne saurait être détourné de ses missions prioritaires pour répondre à des débordements liés au comportement de supporters dans le cadre de rencontres sportives ou à gérer une foule d'individus prompts à l'affrontement avec des supporters adverses ;

Considérant que dans ces conditions, la présence dans ou à proximité de la gare de Strasbourg, au centre-ville de Strasbourg, aux alentours du stade de la Meinau, à Strasbourg, de personnes se prévalant de la qualité de supporters du FC Girondins de Bordeaux, ou se comportant comme tel, implique des risques sérieux pour la sécurité des personnes et des biens ;

Considérant le risque encouru par le public ainsi que par les joueurs, dans l'enceinte et aux abords du stade, par l'utilisation de pétards, artifices ou fumigènes et tout objet pouvant être utilisé comme projectile ;

Considérant que la bonne gestion de cet événement passe par un encadrement strict des supporters visiteurs et que le risque de troubles graves à l'ordre public est avéré ;

Considérant que l'ensemble des éléments susmentionnés et la prégnance de la menace terroriste sur le territoire national font peser un risque particulier ;

Sur proposition de Monsieur le Directeur de Cabinet du Préfet du Bas-Rhin,

ARRÊTE

Article 1^{er}

Il est interdit, le samedi 26 janvier 2019, de 12h00 à 24h00, à toute personne se prévalant de la qualité de supporter du FC Girondins de Bordeaux, ou se comportant comme tel, de circuler ou stationner sur la voie publique sur les voies et périmètres suivants :

- Gare centrale de Strasbourg (SNCF), place de la Gare et rues adjacentes ;

- Grande-Île (ou ellipse insulaire) du centre-ville de Strasbourg, place du Corbeau, rue des Bouchers, rue d'Austerlitz, place d'Austerlitz et rue de la Brigade Alsace-Lorraine ;
- abords du stade de la Meinau, et notamment avenue de Colmar, rue Montessori, rue de l'Extenwoerth, rue Staedel, rue de la Flachenbourg, piste Georges Speicher et rue des Ciriers.

Article 2

Le déplacement collectif des supporters visiteurs du FC Girondins de Bordeaux est organisé en lien avec les forces de sécurité intérieure et s'effectue exclusivement dans des véhicules dont la liste intégrale des immatriculations sera fournie obligatoirement aux forces de sécurité avant la rencontre.

Un point de rencontre unique et obligatoire des bus, minibus et véhicules individuels est fixé à 18h00 au péage de Schwindratzheim de l'autoroute A4 dans le sens Metz vers Strasbourg. L'ensemble des véhicules rejoindra ensuite le stade de la Meinau, à Strasbourg, sous escorte policière.

Article 3

Les supporters du FC Girondins de Bordeaux se rendant au stade de la Meinau autrement que par le déplacement collectif doivent se présenter directement à leur arrivée sur les lieux au guichet « visiteurs » du stade, rue des Vanneaux, sans signe ostentatoire.

Article 4

Dans le cadre de la rencontre du 26 janvier 2019 entre le Racing Club de Strasbourg Alsace et le FC Girondins de Bordeaux, le nombre de supporters visiteurs est limité à 300.

Article 5

Sont interdits, le samedi 26 janvier 2019 de 12h00 à 24h00, dans le périmètre défini à l'article 1^{er} et dans l'enceinte et aux abords du stade de la Meinau :

- la possession, le transport, l'utilisation de tous pétards, artifices ou fumigènes ou tout objet pouvant être utilisé comme projectile et tous autres objets pouvant constituer une arme au sens de l'article 132-75 du code pénal ;
- la possession et le transport de toute boisson alcoolisée.

Article 6

Le présent arrêté peut être contesté selon les voies et modalités de recours figurant ci-dessous.

Article 7

Le Directeur de Cabinet du Préfet du Bas-Rhin, le Directeur Départemental de la Sécurité Publique du Bas-Rhin, le Colonel, commandant du Groupement de gendarmerie départemental du Bas-Rhin, le Maire de Strasbourg sont chargés, chacun en ce qui le concerne de l'exécution du présent arrêté, lequel sera publié au recueil des actes administratifs de la Préfecture du Bas-Rhin, notifié au Procureur de la République près le Tribunal de Grande Instance de Strasbourg, aux présidents des clubs concernés et affiché aux abords immédiats du périmètre défini à l'article 3.

Fait à Strasbourg, le 24.01.2019

Le Préfet,
Pour le Préfet et par délégation,
Le Directeur de Cabinet


Dominique SCHUFFENECKER

DELAIS ET VOIES DE RECOURS

I - La présente décision peut être contestée **dans un délai de 2 mois à compter de sa notification**, soit :
par recours gracieux auprès de mes services :

M. le Préfet du Bas-Rhin
Direction des sécurités
5, place de la République
67073 STRASBOURG CEDEX

Votre recours doit être écrit, exposer vos arguments ou faits nouveaux et comprendre la copie de la décision contestée ;
par recours hiérarchique auprès de :

Ministre de l'Intérieur
Direction des Libertés Publiques et des Affaires Juridiques
Place Beauvau
75800 PARIS

Ce recours hiérarchique doit également être écrit, exposer les arguments ou faits nouveaux et comprendre copie de la décision contestée.

Le recours gracieux ou hiérarchique ne suspend pas l'application de la présente décision.

S'il ne vous a pas été répondu dans un délai de 2 mois à compter de la date de réception de votre recours, celui-ci doit être considéré comme implicitement rejeté.

II - Si vous entendez contester la légalité de la présente décision, vous pouvez également former **un recours contentieux** par écrit, contenant l'exposé des faits et arguments juridiques précis que vous invoquez, devant le :

Tribunal Administratif
31, Avenue de la Paix
67070 STRASBOURG CEDEX

Le tribunal administratif peut être saisi d'une requête déposée sur le site www.telerecours.fr.

Ce recours juridictionnel, qui n'a, lui non plus, aucun effet suspensif, doit être enregistré au Greffe du Tribunal Administratif au plus tard avant l'expiration du 2^{ème} mois suivant la date de notification de la présente décision (ou bien du 2^{ème} mois suivant la date de la réponse négative à votre recours gracieux ou hiérarchique).

Vous pouvez également exercer un **recours en référé** sur la base des articles L.521-1 à L.521-3 du code de justice administrative.